

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

Henry Kissinger et la *Realpolitik*

Capitaine de Corvette (TA) Rémi Coppens

Sous la direction de

Morgan Lemesle

Professeur au CNED

Je dédie ce travail à ma Mère, partie trop tôt en ce début d'année 2016.

Plan

Introduction

1. Les origines de la *Realpolitik* selon Kissinger

- a. La guerre de Trente Ans et les traités de Westphalie (1648)
- b. Metternich-Castlereagh dans le concert des Nations (1815-1848)
- c. Bismarck et la *Realpolitik* (1862-1890)
- d. T. Roosevelt et le règlement de la guerre russo-japonaise (début du XXème siècle)

2. La pensée de Kissinger en action

- a. Fondements de la pensée stratégique de Kissinger
- b. Stratégie du rapprochement sino-américain et de la « détente » (1971-1972)
- c. Kissinger au Proche Orient
- d. Bilan de la *Realpolitik* de Kissinger

3. L'héritage de Kissinger

- a. Le néoconservatisme ou l'anti-*Realpolitik*
- b. Des Etats-Unis à la Russie de V. Poutine
- c. Politique russe en Ukraine et en Syrie
- d. Poutine, *Realpolitiker* des temps modernes

Conclusion

Annexes

- ❖ Annexe I : *La politique étrangère de B. Obama et l'influence de Z. Bzrezinski*
- ❖ Annexe II : *Pourquoi l'héritage de Kissinger est à chercher en Russie ?*
- ❖ Annexe II : *De la crise ukrainienne*
- ❖ Annexe IV : *Fin de l'URSS, « plus grande catastrophe géopolitique de tous les temps »*
- ❖ Annexe V : *Proximité de Poutine et Kissinger*

Bibliographie

Introduction

On nomme *Realpolitik* l'application du réalisme en politique étrangère. Pour la *Realpolitik*, la réalité n'est composée que de faits, d'intérêts et de rapports de force. Elle diffère en cela de la vision idéaliste qui cherche à agir selon des valeurs morales voire des idéologies.

La *Realpolitik* est d'actualité : les conséquences des interventions militaires en Afghanistan (2001) mais surtout en Irak (2003) illustrent les limites de la politique étrangère américaine récente d'inspiration néoconservatrice qui, en cherchant à « exporter » un idéal démocratique et les valeurs morales qu'il sous-tend contribue, *in fine*, à rendre le Monde moins sûr. C'est tout l'enjeu du présent mini-mémoire qui cherche à montrer comment une conception diplomatique ancienne que l'on croyait dépassée est en fait toujours capable d'appréhender les affaires du Monde et de peser sur elles.

Le terme de *Realpolitik* est employé pour la première fois en 1853 par le penseur prussien d'inspiration libérale *von Rochau*¹ qui rêve alors d'une unification de l'Allemagne par la Loi. Cependant, c'est bien la politique de « fer et du sang » menée par le chancelier Bismarck qui permet de fonder l'empire allemand en 1871. Ce constat amer amène *Von Rochau* à préciser le concept de *Realpolitik* par opposition à une approche plus idéaliste en politique (*Idealpolitik*) : « **La *Realpolitik* n'évolue pas dans un futur brumeux mais s'inscrit dans le présent [...]. Son but n'est pas d'atteindre des idéaux mais des objectifs concrets.** »²

A ses débuts, la *Realpolitik* est assimilée de façon caricaturale à la politique brutale voire cynique de Bismarck. Ce n'est qu'au 20^{ème} siècle qu'elle s'impose progressivement comme une référence en matière de politique étrangère. Grâce à cette mise en perspective, on redécouvre alors les succès politiques de grands hommes d'Etat réalistes et amoraux comme Richelieu, Metternich, Castlereagh et De Gaulle. C'est ce qui nous amène à nous intéresser à la politique étrangère de Henry Kissinger. « Ce dernier a tenté de reformuler les paradigmes de la politique étrangère américaine pour s'adapter à un monde en mutation. Au pouvoir, d'abord comme *National security adviser*, puis comme *State secretary*, de 1969 à 1977, **Henry Kissinger a profondément marqué la politique étrangère américaine dans une période difficile marquée par la guerre meurtrière du Vietnam et la montée en puissance de l'ennemi soviétique.** »³

Pour Kissinger, la *Realpolitik* est moins l'invocation de la *raison d'État* qu'une méthode dans la gestion des affaires internationales⁴. Ce mini-mémoire vise donc à caractériser plus précisément la politique utilisée par le couple Nixon-Kissinger et à analyser son influence et son intérêt dans le système international actuel. L'essentiel du propos est basé sur les ouvrages *Diplomatie*, *A la maison blanche*, *L'ordre du monde* de H. Kissinger et sur la

¹ *Grundsätze der Realpolitik – von Rochau – 1853 ; extrait de The real origins of Realpolitik – John Bew - The National Interest – Mars/Avril 2014*

² “Liberals had to get real [...] Realpolitik does not move in a foggy future, but in the present's field of vision [...] It does not consider its task to consist in the realisation of ideals, but in the attainment of concrete ends.”, Id.

³ *L'homme d'État selon Henry Kissinger : du Congrès de Vienne à la Maison Blanche*, mémoire de recherche de M. Berte-Langereau, IEP Toulouse, 2010-2011, page 4

⁴ <http://www.let.rug.nl/usa/essays/1901-/henry-kissinger-and-the-detente/kissingers-approach-to-the-world.php>

biographie *Kissinger* de C. Zorghibe. Les recherches complémentaires que nous avons menées s'appuient sur des sources bibliographiques spécialisées permettant d'étayer notre analyse personnelle. Méthodologiquement, le travail de recherche a été réalisé en deux grandes étapes. Tout d'abord, une analyse du concept de *Realpolitik* et de ses origines, puis une réflexion encadrée par mon directeur de mémoire sur la politique étrangère américaine sous Kissinger et sur celle menée plus récemment par V. Poutine. **Le temps limité dédié à ce travail de recherche ainsi que le format imposé nous obligent à nous concentrer sur une période historique qui s'étend de 1969 à 1973.** Celle-ci comprend, entre autres, les grands succès de la politique étrangère américaine comme l'ouverture vers la Chine, la concrétisation de la détente avec l'URSS et la gestion diplomatique de la guerre du Kippour. Cette analyse nous permet ainsi de dégager les grands principes de la *Realpolitik* « Kissingérienne ». Néanmoins, faute de temps, nous avons fait le choix de ne pas analyser les échecs et les critiques, bien réels, de cette même politique, en particulier sur le plan moral.

Pour Henry Kissinger, considéré comme un des plus brillants spécialistes de la diplomatie et des relations internationales : « chaque ordre international doit tôt ou tard faire face à l'impact de deux tendances qui remettent en question sa cohésion : soit une redéfinition de sa légitimité ou un changement significatif de la répartition de la puissance. Le résultat n'est pas simplement une multipolarité de puissances, mais un monde de réalités de plus en plus contradictoires. »⁵ Le système international actuel reflète ces deux tendances. D'un côté on assiste à la fin d'un triomphalisme anglo-américain apparu après la fin de la guerre froide et qui connaît son apogée au moment de la seconde guerre d'Irak ; de l'autre à une réaffirmation des puissances mondiales en particulier russes et chinoises qui entendent bien peser sur la scène internationale.

C'est tout l'intérêt d'étudier la *Realpolitik* au travers des succès diplomatiques de H. Kissinger qui montrent qu'une Nation peut suivre ses propres intérêts dans un système international instable grâce à une politique d'équilibre fondée sur la diplomatie et la puissance, concourant ainsi au maintien d'une paix durable.

Notre travail explore les origines historiques de la *Realpolitik*, puis nous amène à étudier les fondements stratégiques et les succès diplomatiques de H. Kissinger avant de s'intéresser à son principal héritier, le président russe V. Poutine.

1. Les origines de la *Realpolitik* selon Kissinger

Nous nous proposons dans cette partie d'analyser dans ses grandes lignes le dernier ouvrage de Kissinger *L'ordre du monde*⁶ (notamment les chapitres I, II et VII). **L'ancêtre de la *Realpolitik* est le concept de *raison d'État*** défini par G. Botéro comme « la connaissance des moyens propres à fonder, conserver et accroître » l'État. **Contrairement à une opinion commune, Machiavel n'est pas à l'origine du concept de *raison d'État*** puisque ce dernier s'intéresse surtout aux préceptes permettant au Prince de prendre et de conserver le pouvoir, alors que G. Botéro pense la *raison d'État* comme un processus de développement de la puissance étatique en tant que telle.

⁵ *Le réalisme libéral de Henry Kissinger* – Benjamin Haddad – Le Monde – 24/10/2014

⁶ KISSINGER H., *L'ordre du monde*, Fayard, 2016, 400 pages

La *raison d'État* repose sur quatre principes : le caméralisme [élaboration en secret de la politique par le roi et ses conseillers], le mercantilisme [qui vise l'enrichissement de l'État], la police [c'est-à-dire la connaissance des sujets du roi grâce aux nouvelles sciences comme l'économie, la géographie ou la démographie] et **enfin et surtout l'équilibre des puissances.**

Avec ce dernier principe, G. Botéro pose des limites à l'action politique. Celle-ci ne saurait enfreindre l'« ordre du monde », concept d'origine stoïcienne que Kissinger va reprendre à son compte. Véritable donnée d'entrée immuable de toute action en matière de politique étrangère, il est illustré par Descartes lorsque ce dernier exhorte à : « changer ses désirs plutôt que l'ordre du monde »⁷.

Ainsi, c'est au travers des exemples historiques de l'émergence du système westphalien au 17^{ème} siècle et des conséquences de la fin de l'ère napoléonienne au 19^{ème} siècle que nous recherchons la mise en œuvre de la *Realpolitik* classique.

a. La guerre de Trente Ans et les traités de Westphalie (1648)

La réalité « crue » du rapport de forces dans les relations internationales se révèle en Europe au travers de la violence de la guerre de Trente Ans qui se déroule de 1618 à 1648. Elle se termine par la paix de Westphalie, qui consacre la victoire de la *raison d'État* sur le dogme religieux.

Les conflits de la guerre de Trente Ans opposent le camp des Habsbourg d'Espagne et du Saint-Empire, soutenus par l'Église catholique romaine, aux États allemands protestants du Saint-Empire, auxquels étaient alliées les puissances européennes voisines à majorité protestante, Provinces-Unies et pays scandinaves, ainsi que la France qui, bien que catholique et luttant contre les protestants sur son sol, cherche à réduire la puissance de la maison de Habsbourg sur le continent européen. Cette « guerre civile » implique donc l'ensemble des puissances européennes selon qu'elles sont pour ou contre le parti de l'Empereur - à l'exception de l'Angleterre et de la Russie qui vont néanmoins œuvrer indirectement contre le parti des Habsbourg.

La victoire des soldats français face aux fantassins espagnols - le *Tertio* - ainsi que l'affaiblissement démographique et économique des États allemands permettent à la France de sortir vainqueur de cette guerre. A contrario, la papauté et l'Espagne ne peuvent accepter la défaite comme en témoignent les contestations virulentes du Saint-Siège au traité de Westphalie - qui perd là une grande partie de son influence sur la politique européenne, et de l'Espagne - qui décide de poursuivre la lutte contre la France jusqu'au traité des Pyrénées en 1659.

Malgré un bilan humain dramatique - l'Europe centrale perd environ 60 % de sa population⁸ - la paix de Westphalie marque la fin des guerres de religion. La papauté ayant perdu son influence en tant qu'instance politique, la « paix de l'église » n'apparaît plus capable de garantir l'ordre du monde. Sous la forme de l'absolutisme, théorisé par Bodin et Hobbes, naît l'État moderne, entité exerçant dans ses frontières le monopole de la violence légitime et se défendant à l'extérieur par une armée nationale : **les États sont désormais garants de l'ordre mondial et le traité de Westphalie, véritable concrétisation de la *raison d'État*, préfigure**

⁷ 3^{ème} maxime de la morale par provision extrait de la 3^{ème} partie du *Discours de la méthode*

⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_de_Trente_Ans

le principe d'équilibre des puissances, frappant d'illégitimité toute prétention à l'hégémonie.

b. Metternich-Castlereagh dans le concert des Nations (1815-1848)

Au travers de l'exemple de Metternich et du congrès de Vienne de 1815, Kissinger montre que le « concert des Nations » réussit à restaurer l'ordre westphalien qui avait été perturbé par la politique expansionniste de Napoléon et « l'esprit » de la Révolution.

A l'issue des campagnes napoléoniennes, la Prusse, la France et la Russie apparaissent comme les pays les plus influents du continent européen. Malgré la défaite de Napoléon, la France et l'esprit de la Révolution restent puissants ; la Prusse, qui bénéficie du prestige de ses victoires militaires, appelle à une vaste « confédération germanique » ; enfin, malgré de lourdes pertes, la Russie orthodoxe du Tsar Alexandre reste une forte puissance démographique et regarde avec intérêt vers l'Ouest. « Le ballet diplomatique qui se met en place dans les couloirs des chancelleries des puissances coalisées au début de l'année 1813 montre alors la volonté de certains hommes d'Etat de prendre la main sur la formation de ce nouvel ordre. »⁹

C'est le cas du ministre des affaires étrangères britannique, Lord Castlereagh, qui cherche à éviter l'émergence d'une nouvelle nation dominante sur le continent européen. De fait, « l'empire britannique, première puissance coloniale, ne peut prétendre faire valoir son autorité sur l'ensemble du continent »¹⁰. Dès lors, il met en œuvre le principe classique (car déjà mis en œuvre au 17^{ème} siècle entre la France et l'Espagne) d'équilibre des puissances – *balance of power* – qui consiste à soutenir diplomatiquement tantôt la France, tantôt la Prusse. Le chancelier autrichien Metternich met également en œuvre une « grande politique » qui repose sur une alliance de fait entre le couple franco-autrichien et l'Angleterre afin de conserver l'équilibre des forces sur le continent européen. Metternich est réaliste sur la situation de son pays : l'Autriche, pays de confession catholique est désormais au contact d'une Prusse protestante influente mais également en conflit avec la Russie au sujet de la Pologne. Il décide en premier lieu d'opérer un rapprochement diplomatique avec la France. Selon lui, la victoire doit rester focalisée sur des exigences modérées et la défense de l'équilibre européen, la France pouvant servir de contrepoids à la puissance Russe. Ensuite il poursuit sa lutte contre la Révolution. Au travers de la Sainte Alliance il entend restaurer le catholicisme et l'absolutisme tout en facilitant le retour des Bourbons en France. Après la disparition de la Sainte Alliance en 1825 et devant les difficultés à faire accepter à la France révolutionnaire les exigences modérées du conservatisme, c'est vers l'Angleterre que Metternich se tourne pour garder sa souplesse tactique. Ainsi, il réussit à substituer à l'axe stratégique Paris – Berlin - Saint Petersburg, l'axe Paris - Vienne - St Petersburg et instaure un gouvernement de fait de l'Europe - sans course aux armements ni menace de conflit généralisé - ce qui va garantir près d'un siècle de paix.

L'équilibre des puissances au sein du « concert des Nations » est ainsi retrouvé grâce à la politique de Metternich et Castlereagh, fondée sur une analyse objective des rapports de force, sur une certaine indulgence envers les vaincus - qui s'avère indispensable dans

⁹ *op. cit.*, page 25

¹⁰ BZREZINSKI Z., *Le grand échiquier*, Bayard Editions, 1997, page 45

la recherche d'une paix équilibrée durable – et qui s'appuie enfin sur la primauté des actions diplomatiques dans le règlement des contentieux.

c. Bismarck et la *Realpolitik* (1862-1890)

L'exemple de la politique menée par Bismarck illustre la dualité majeure de la *Realpolitik*. Elle cherche à atteindre des intérêts légitimes, par la force s'il le faut, mais reste limitée dans ses buts pour faciliter la conservation durable du *statu quo* nouvellement acquis.

Dès 1851, Bismarck est persuadé que la Prusse absorbera l'Allemagne. Appelé au pouvoir par Guillaume 1^{er} en 1862, Bismarck mène jusqu'en 1871 une politique focalisée sur l'intérêt national c'est-à-dire l'affirmation, la préservation et l'extension de la puissance de l'Etat prussien. C'est pourquoi Bismarck va chercher à battre les opposants à l'unification de l'Allemagne, principalement l'Autriche et la France.

En 1864, l'affaire des duchés de Slesvig et de Holstein donne l'occasion à Bismarck d'asseoir son emprise sur la mer du Nord. La convention de Gastein donne à l'Autriche le Holstein et à la Prusse le Slesvig, dont le port de Kiel. Deux ans plus tard, sur la base de cette même convention, Bismarck déclare la guerre à l'Autriche. Le 03 juillet 1866, à Sadowa en Bohême, les forces des princes allemands et de l'armée autrichienne sont écrasées par les troupes prussiennes et l'armistice est signé le 22 juillet 1866. Pour la première fois de son histoire, la Prusse forme un Etat d'un seul tenant qui va de la frontière Russe à la frontière française. La victoire prussienne a pour conséquence un violent antagonisme franco-allemand en particulier sur le secteur du Rhin et l'affaire de *la dépêche d'Em*s catalyse l'indignation des prussiens : les Etats allemands du Sud se rallient à la cause de la Prusse et lancent en juillet 1870 une véritable « croisade » germanique contre la France. L'empereur Napoléon III et 100000 hommes se retrouvent encerclés à Sedan... la France est contrainte de capituler.

Une fois l'empire allemand réunifié le 18 février 1871, Bismarck s'emploie, jusqu'en 1890, à mettre en œuvre une politique dont l'objet est de conforter la puissance allemande nouvellement acquise et de préserver le statu quo européen. Il persuade la Grande Bretagne de la neutralité de la Prusse qui ne cherche, selon ses dires, qu'à réaliser l'unité protestante. Bismarck, qui reconnaît la supériorité des anglais sur mer, suggère à partir de 1871 la rivalité franco-britannique dans les colonies ce qui le conduit à fournir une aide financière aux républicains français, en particulier Jules Ferry, protestant et futur ministre des colonies. Egalement soucieux de ne pas s'aliéner l'Autriche, pourtant défaite quelques années auparavant, Bismarck conclut le pacte germano-autrichien en 1879. Enfin, avant son éviction par Guillaume II, Bismarck va chercher à faire oublier auprès de son opinion publique les enjeux de l'Alsace et de la Lorraine, conscient qu'ils constituent un véritable *casus belli* avec la France.

Bismarck apparaît donc comme un « révolutionnaire blanc ». révolutionnaire car il réussit à unifier l'Allemagne par la Prusse en battant ses principaux ennemis que sont l'Autriche et la France. Mais il est aussi un conservateur « blanc » qui, au nom d'un réalisme absolu, parvient à maintenir de 1871 à 1890 l'équilibre des puissances sur le continent européen, et donc une paix relative.

d. T. Roosevelt et le règlement de la guerre russo-japonaise (début du XX^{ème} siècle)

La *Realpolitik* n'a pas que des origines européennes. Au début du 20^{ème} siècle, le président américain T. Roosevelt utilise le règlement de la guerre russo-japonaise pour asseoir la position américaine nouvellement acquise dans la zone Pacifique.

Jusqu'en 1900, les Etats-Unis appliquent la doctrine Monroe : ils considèrent les deux Amériques comme un domaine réservé de leur influence et ne se mêlent pas des affaires européennes. Mais la guerre contre l'Espagne, initiée par la révolte cubaine, apporte aux Etats-Unis du président T. Roosevelt la souveraineté sur Porto Rico, l'île de Guam, les Philippines, et dépossède l'Espagne de ses dernières colonies. Les Etats-Unis ont désormais une présence active en Asie-Pacifique : « tandis que les Etats-Unis continuent politiquement de tourner le dos à l'Europe en ce début de XX^{ème} siècle, ils ont une présence active en Asie-Pacifique, notamment en Chine (politique de la « porte ouverte »), et leur adversaire, plus particulièrement à partir de 1905, est le Japon. »¹¹

La guerre russo-japonaise qui débute en 1904 donne l'occasion aux Etats Unis de jouer un rôle diplomatique de premier plan dans cette zone. Dès 1905, la Russie et le Japon recherchent la paix — les forces russes sont régulièrement battues (prise de Port Arthur, désastre de Tsushima) et les Japonais connaissent de grandes difficultés financières. Le Japon demande alors au président américain T. Roosevelt de négocier un accord de paix. Pour maintenir l'équilibre des puissances ainsi que le fonctionnement économique dans la région, Roosevelt cherche des conditions de sortie de crise qui permettent aux deux protagonistes de conserver un rôle influent dans la Chine du Nord, de préserver leur stature de puissance. Mais Roosevelt, réaliste et conscient de ses propres intérêts, souhaite éviter la signature d'un traité qui consacrerait la victoire unilatérale du Japon. Le 5 septembre 1905, le traité conclu à Portsmouth reconnaît au Japon un protectorat sur la Corée et une grande partie de la Mandchourie du Sud, y compris Port Arthur et la moitié sud de l'île de Sakhaline. La puissance russe est officiellement amoindrie dans la région mais n'est pas tenue de payer des indemnités de guerre du Japon. Le compromis atteint grâce à Roosevelt lui vaut de recevoir le prix Nobel de la paix en 1906.

Pour T. Roosevelt, la politique étrangère consiste à « parler calmement tout en ayant un gros bâton ». Au-delà du bon mot, on retrouve dans la politique de Roosevelt les fondements d'une *Realpolitik* « européenne » : recherche de l'intérêt national, emploi potentiel de la force mais aussi une vision westphalienne des relations entre Etats qui concourt à l'équilibre global des puissances.

*

2. La mise en pratique des conceptions de Kissinger

Qui est Henry Kissinger ? Juif allemand né en 1923 en Bavière, Kissinger est le témoin de la chute de la République de Weimar et de la montée du nazisme. Au cours de cette période de forte insécurité, il perd plusieurs proches dans les camps de la mort ce qui explique probablement son caractère conservateur. Après une période d'exil de six ans aux Etats-Unis, il revient en Allemagne dans une division de « dénazification » de l'Allemagne occupée. Affecté ultérieurement à la gestion d'un district entier, il montre des qualités d'organisation et

¹¹ *op. cit.*, page 12

de leadership indéniables. À son retour d'Europe, ses capacités intellectuelles et certaines relations entretenues pendant la guerre lui permettent d'entrer à *Harvard* où il réussit de brillantes études dans le domaine des sciences politiques.

Lorsque Richard Nixon est élu à la Maison Blanche en novembre 1968, la politique étrangère américaine est bien au cœur de ses préoccupations. La situation extérieure des Etats-Unis s'est empirée. La menace nucléaire est toujours présente. Le pays s'enfoncé de plus en plus dans la guerre du Vietnam, dépassant en 1968 les 500000 hommes sur le terrain. C'est pourquoi à sa prise de fonctions, **Nixon demande à Kissinger de « procéder à une révolution diplomatique, contribuer à l'instauration d'un monde multipolaire, revenir à une conception stricte de l'intérêt national... »**¹² Kissinger va ainsi mettre en œuvre jusqu'en 1973, année du scandale du Watergate, une politique étrangère innovante et très efficace comme en témoignent les succès du rapprochement à l'égard de la Chine puis de l'URSS et sa gestion diplomatique de la guerre du Kippour.

Nous avons fait le choix délibéré de ne pas traiter la politique américaine au Vietnam pour deux raisons principales. Tout d'abord, Kissinger hérite de la situation politique laissée par le président Johnson et avec laquelle il doit composer. En outre, tous les efforts et les succès diplomatiques, réels, obtenus par le couple Nixon-Kissinger sont anéantis en juin 1973 lorsque le Congrès interdit tout déploiement militaire américain dans la péninsule indochinoise, annulant de fait, le soutien au Vietnam du Sud.

a. **Fondements de la pensée stratégique de Kissinger**

En 1957, Kissinger publie un essai innovant pour l'époque intitulé « *Nuclear weapons and foreign policy* ». **Dans cet essai fondateur, Kissinger cherche à réintroduire la rationalité dans l'action diplomatique américaine. S'affranchissant de toute idéologie ou jugement de valeurs, partant du principe qu'il n'existe pas d'ennemi absolu et qu'on ne peut pas résoudre les crises par une guerre totale nucléaire, Kissinger prône une diplomatie active qui tout à la fois reconnaît les intérêts des autres Etats souverains et peut s'appuyer sur une force nucléaire tactique crédible.**

« Comment assurer et maintenir la paix à l'ère nucléaire ? L'arme absolue semble imposer une sorte de traité universel de non-agression : le président Eisenhower n'a-t-il pas déclaré que les nouveaux armements par leur puissance dévastatrice, annihilent « toute alternative à la paix » ? Puisque la lutte à mort ne pourrait conduire des adversaires nucléaires qu'à l'holocauste final, l'arme absolue devrait discipliner, ordonner, unifier les conduites sur la scène internationale. Puisque la guerre nucléaire est pure abstraction et croix sur le monde réel, l'arme absolue devient l'instrument de la prise du pouvoir de la Raison. Mais l'utopie d'une telle démocratie mondiale, d'un gouvernement ou d'un Etat mondial, n'a pas sa place dans la vision générale de Kissinger. Pour le réaliste, attaché à un monde formé de souverainetés étatiques, les objections affluent : comment assurer l'équilibre entre diversité et unité ? Comment éviter les affrontements entre la future autorité suprême et les collectivités partielles qui contesteraient la loi commune ? »¹³. Pire encore, si les dirigeants des Etats Unis et de l'Occident se refusent à « penser la guerre » et s'ils sont ouverts à toute concession pour

¹² ZORGBIBE C., *Kissinger*, éditions de Fallois, 2015, page 136

¹³ *ibid.*, page 64

éviter un cataclysme nucléaire, alors le système international est à la merci de ses membres les plus brutaux et les plus irresponsables. Autrefois, l'intransigeance pouvait être sanctionnée par le concert des nations, à l'ère nucléaire, elle semble difficilement sanctionnable...

Contre l'hypothèse d'une guerre totale, Kissinger cherche à rendre crédible celle d'une guerre limitée. En effet, la poursuite d'une guerre totale signifie l'abdication des dirigeants politiques, le transfert des pouvoirs d'Etat au commandement militaire. La guerre limitée est quant à elle d'une toute autre nature : elle consacre la réapparition d'éléments politiques, le retour des hommes d'Etat, elle permet de mesurer l'emploi de la force, d'établir une proportion entre l'usage de la force et les fins poursuivies. Ne refusant pas le nucléaire, bien au contraire, qu'il considère avant tout comme une arme comme les autres devant servir une stratégie politique globale, Kissinger propose le développement d'un arsenal nucléaire tactique – propice à limiter les dégâts collatéraux ou les risques d'escalade - tout en permettant l'usage de la force comme moyen de pression dans la négociation diplomatique. En outre, l'impossibilité de l'utilisation du nucléaire stratégique face à des Etats de moindre importance et ne disposant pas de capacités de riposte, montre, selon lui, et pour des questions de crédibilité, l'importance de la mise en place d'un arsenal tactique. Enfin, Kissinger doute de l'unicité du front nucléaire occidental contre l'URSS. Les USA prendront-ils le risque d'entrer dans une guerre nucléaire totale pour protéger la France ou la Grande Bretagne ? Pour cette raison, et à contre-courant de l'administration Kennedy qui cherche à rallier les pays occidentaux sous le parapluie nucléaire américain, Kissinger comprend la volonté des pays européens, en particulier celle de la France de De Gaulle, de développer une force de dissuasion autonome.

Dans « *Nuclear weapons and foreign policy* », Kissinger, à contre-courant des théories de l'époque relatives à l'emploi de l'arme nucléaire, remet au premier plan le concept de guerre limitée et réaffirme l'importance du jeu diplomatique. Ces principes préfigurent la politique d'apaisement qui sera menée par le couple Nixon-Kissinger envers les grands ennemis idéologiques des Etats-Unis que sont la Chine et la Russie.

b. Stratégie du rapprochement sino-américain et de la « détente »

A l'aube de l'administration Nixon, un large accord semble se former parmi les auteurs politiques américains sur la nécessité de redéfinir les moyens et le style de la politique étrangère des Etats-Unis. Le syndrome de « super puissance », prompt à tout contrôler, est déjà dénoncé. L'heure semble ainsi venue de restructurer le système international de manière à respecter sa complexité : « Pour redevenir efficace, la politique étrangère américaine devrait être relativiste dans ses fins, vouée, dans chaque cas, à la recherche du « compromis le moins imparfait » et non de la solution idéale – et modérée dans ses moyens par un certain désengagement, psychologique autant que physique. »¹⁴

Mandat en poche, Kissinger analyse la situation américaine de la façon suivante : comme la guerre du Vietnam ne pourra être gagnée sur le plan politique, il cherche un succès diplomatique qui permettra de transformer la défaite annoncée au Vietnam en un « no win war ». Car **Kissinger se remémore la politique menée par le général De Gaulle au début des années 1960 qui permet à la France de devenir un interlocuteur privilégié des relations internationales entre l'Est et l'Ouest (URSS et Etats-Unis), le Nord et le Sud**

¹⁴ *ibid.*, page 129

(Occident et Tiers Monde). En effet, De Gaulle, grâce à la doctrine nucléaire « tous azimuts » héritée du constat d'échec de l'opération franco-britannique de Suez en 1956, transforme la France en un acteur privilégié des relations américano-soviétiques sur le continent européen. De Gaulle est aussi conscient que la guerre d'Algérie ne peut être gagnée sur le plan politique malgré des succès militaires indéniables et décide de céder l'Algérie en 1962. Le statut d'ancienne puissance coloniale confère alors à la France un rôle de premier plan dans les relations naissantes entre l'Occident et le Tiers Monde. Enfin, pour asseoir définitivement la nouvelle position de la France sur l'échiquier mondial, De Gaulle fait reconnaître en 1964 la Chine populaire, pays communiste et issu du Tiers Monde.

Kissinger voit dans cette dernière action une source d'inspiration, d'autant plus qu'il sait Nixon prêt à marcher sur les pas du général de Gaulle et que la situation en Chine est tendue. Depuis la mort de Staline en 1953, la Chine de Mao s'inquiète d'une potentielle disparition de l'idéologie révolutionnaire. Or la déstalinisation prend un tour officiel le 24 février 1956, lorsque Nikita Khrouchtchev, alors Secrétaire général du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique divulgue son « rapport secret » à l'issue du XXème congrès du Parti. Pour les dirigeants soviétiques, elle consiste à abandonner le culte de la personnalité et à dénoncer les « excès » de la période du stalinisme. Cette situation n'est pas acceptable pour les chinois qui ne veulent pas tendre vers un nationalisme d'Etat et considèrent que Mao est le successeur de Staline. Plus inquiétant, « au début de mars 1969, chinois et soviétiques sont aux prises sur l'Oussouri puis, pendant l'été, plus à l'ouest sur le fleuve Amour. La situation militaire aux confins de l'Union soviétique et de la Chine est dramatique ; Brejnev, armé de sa doctrine de la « souveraineté limitée » des Etats socialistes, s'apprête à attaquer la Chine par une guerre éclair probablement conventionnelle, afin de détruire les installations nucléaires chinoises qui présentent l'avantage d'être vulnérables, car proches de la frontière. »¹⁵ En août 1969, la Chine, qui sort à peine de la révolution culturelle, apparaît donc particulièrement vulnérable face à une menace d'intervention russe, d'autant plus que suite à la mort de Ho Chi Minh en septembre 1969, le Vietnam devient pro-soviétique. La Chine réalise qu'elle est désormais encerclée par l'URSS, le Japon, le Vietnam et l'Inde.

Côté américain, le sens du rapprochement réussi par Nixon et Kissinger entre les États-Unis et la Chine est double¹⁶. Il modifie le rapport de forces avec l'URSS, ce qui a pour effet de hâter la fin de la guerre froide en raison notamment de l'alliance sino-américaine dans le domaine du renseignement. Il préfigure également à plus long terme la mise en place de ce que l'on appelle la *Chinamérique*, c'est-à-dire la jonction économique entre les multinationales américaines et le pouvoir d'état chinois. Au bilan, le sommet de Pékin de février 1972 est une des rares conférences à avoir transformé l'ordre international. **Dès l'été 1971, la simple annonce de la rencontre américano chinoise marque la fin de l'ordre bipolaire né à Yalta et l'instauration d'une diplomatie triangulaire**¹⁷. « La réconciliation soviéto-chinoise semble alors improbable [...] la communauté idéologique entraînant l'excommunication mutuelle et la volonté de venir à bout des « frères schismatiques ». »¹⁸

¹⁵ *ibid.*, page 191

¹⁶ Dans *De la Chine*, page 277, Kissinger parlera de quasi alliance (entre américains et chinois)

¹⁷ Voir *Diplomatie*, chapitre 28 pages 637 à 665, « la politique étrangère comme géopolitique : la diplomatie triangulaire de Nixon »

¹⁸ *op. cit.*, page 225

Partant de ce succès, Kissinger va poursuivre sa politique d'équilibre des puissances dans les relations diplomatiques. Conscient que le rapprochement sino-américain est humiliant pour les soviétiques, Kissinger souhaite formaliser une politique de Détente avec Brejnev à l'occasion des préparatifs du sommet de Moscou de mai 1972. En prévision des accords SALT 1, les Etats-Unis proposent à l'URSS une réduction des armements nucléaires (le budget de la Défense russe représente à l'époque 33% de son budget total...) ainsi qu'une aide alimentaire et technologique en échange d'efforts de la part des russes en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme qui préfigureront les accords de Stockholm en 1975. **Mais surtout, Kissinger, en vrai réaliste politique, accepte de reconnaître et respecter la sphère d'influence de l'URSS en Europe centrale** ce qui ne peut que satisfaire Brejnev, le père de la doctrine de « souveraineté limitée », à l'origine de l'envoi des chars à Prague en 1968.

En 1972, Kissinger, à l'instar de Metternich et Castlereagh réussit à exploiter le « balance of power ». En jouant sur les rivalités sino-soviétiques tout en respectant les intérêts et les sphères d'influence de la Chine et de l'URSS, les Etats-Unis se placent désormais en arbitre du Monde. « Le jeu triangulaire semble donc au plus fort de la guerre froide favoriser les Etats unis qui moins prisonniers de préjugés doctrinaux et n'ayant pas d'adversaires systématiques, doivent pouvoir jouer plus librement. »¹⁹

c. Kissinger au Proche Orient

Les conflits du Proche Orient et en particulier la guerre d'octobre 1973 donnent l'occasion à Kissinger de donner toute la mesure de sa vision réaliste du Monde et, partant, d'apaiser une zone particulièrement sensible sur le plan géopolitique.

Kissinger n'est guère informé du dossier proche-oriental en 1969. D'autant plus que compte tenu de ses origines juives, Nixon préfère laisser Kissinger en retrait. Pourtant, le conseiller à la sécurité nationale ne peut rester à l'écart d'un conflit judéo-arabe initialement circonscrit à la Palestine mais pourtant amené à constituer le problème le plus grave du système international moderne... Kissinger évalue vite les cinq causes du « radicalisme » arabe : l'occupation des territoires conquis en 1967, l'existence même d'Israël, le mécontentement social et économique, l'hostilité à l'Occident et enfin l'opposition aux dirigeants arabes modérés. En outre, au moment de l'accession de Nixon à la présidence, les Soviétiques sont présents depuis quatorze ans au Proche Orient. Leur présence modifie les équilibres de puissance dans la région et constitue une véritable révolution géopolitique en comparaison avec l'après première guerre mondiale ; Kissinger réalise que s'aliéner les peuples arabes reviendrait à les faire basculer dans la sphère d'influence russe. Enfin, Israël est une donnée d'entrée de la politique américaine : c'est un allié indéfectible des Etats-Unis, principalement pour des raisons de politique intérieure compte tenu de l'influente communauté juive américaine. Ainsi, « lorsque l'Egypte et la Syrie déclenchent la guerre d'octobre en 1973, le président Sadate est persuadé qu'il pourra tirer avantage de la détente Est-Ouest. Les soviétiques, en perte d'influence au proche Orient, ne pourront pas lui refuser l'armement nécessaire. Les Etats unis, soucieux de maintenir leurs bonnes relations avec Moscou et leur ravitaillement en pétrole arabe, imposeront probablement des concessions à Israël. Le calcul se révèle juste puisque le 22 octobre, la proclamation d'un cessez le feu sauve les forces égyptiennes qui, après leurs premiers succès, sont menacées d'un désastre total. Mais

¹⁹ *id.*, page 225

l'encerclement de la 3^{ème} armée égyptienne, opéré par les israéliens après le cessez le feu, suscite une extrême inquiétude dans le camp arabo-soviétique. Sur la proposition de l'Égypte, Moscou se prépare à l'envoi de troupes aéroportées, destinées à garantir le cessez-le-feu. Le président Nixon réplique le 25 octobre, en déclenchant la mise en alerte nucléaire des forces américaines dans le monde. »²⁰

Les négociations diplomatiques israélo-arabes qui s'en suivent caractérisent l'action diplomatique de Kissinger. Constatant que les syriens prosoviétiques n'ont pas réussi à percer les lignes israéliennes, il suggère qu'Israël conserve le Golan. A l'inverse, comme les égyptiens ont réussi à progresser dans le Sinaï, Kissinger propose de rendre cette région à l'Égypte. Le jeu des concessions réciproques permet à Israël et à l'Égypte (partenaire des américains depuis 1972) de conserver l'essentiel des gages territoriaux, rassure l'URSS quant à l'équilibre des forces au proche Orient et n'aliène pas les populations arabes ce qui facilitera les accords de Camp David en 1978. Car Kissinger, en homme politique réaliste, n'a jamais eu l'intention de résoudre ce problème majeur. **Pour lui, « c'est un conflit local qui est devenu régional puis international. Ma seule ambition est de le faire redescendre au niveau régional puis local. Quant à le résoudre au fond, personne n'y parviendra jamais »²¹.**

En définitive, **le proche Orient et la guerre du Kippour illustrent la méthode Kissinger et son art de la négociation : il s'agit d'employer à chaud la force militaire pour débloquer une situation jusqu'ici figée tout en contraignant les belligérants à s'insérer dans un processus de concessions réciproques. Mais surtout, la méthode Kissinger s'inscrit dans le temps, seul allié capable de réellement interpeller les protagonistes sur la nécessité de négocier durablement la paix.**

d. Bilan de la *Realpolitik* de Kissinger

Kissinger est tout d'abord un conservateur qui, grâce à son expérience de l'Allemagne hitlérienne, refuse « tout changement révolutionnaire, préférant l'ordre à la justice, [il] est prêt à sacrifier à la moralité l'intérêt national. Kissinger, nous dit Isaacson, a même eu tendance à faire l'analogie entre moralité et faiblesse. **Il fait ainsi la différence entre les hommes de « grande morale » qui ne survivent pas en cas de crise brutale, contrairement « aux réalistes froids ». Les hommes comme Woodrow Wilson ne sont pour lui aucunement fiable en politique étrangère. »²² Ceci, d'autant plus qu'au lendemain de la première guerre mondiale, le successeur du réaliste T. Roosevelt est le premier président américain à introduire l'idéalisme dans les relations internationales...**

Ensuite l'action de Kissinger s'appuie sur la force qui est un levier de pression sans précédent permettant d'amener les belligérants à négocier. Néanmoins, l'emploi de la force doit rester subordonné à une vision politique car pour Kissinger **il n'y a pas d'ennemi absolu ni de guerre totale comme le montre sa réflexion centrée sur l'arme nucléaire dans *Nuclear weapons and foreign policy* ; seulement des ennemis temporaires et des guerres limitées qui permettent de remettre au centre de l'échiquier politique l'art de la négociation.**

²⁰ *ibid.*, page 332

²¹ *ibid.*, page 340

²² *op. cit.*, page 59

Enfin, **Kissinger est un grand diplomate, adepte des concessions réciproques acquises grâce à un travail visant à « comprendre l'interlocuteur, son passé, son idéologie, la société, parfois profondément différente, à laquelle il appartient ; évaluer correctement ses besoins et ses possibilités.** Kissinger a toujours accordé une grande importance aux aspects psychologiques de la négociation mais parfois cette volonté de compréhension de l'interlocuteur peut engendrer un certain double jeu –ce qui ne saurait étonner si **le génie diplomatique consiste bien, selon la définition de Raymond Aron, « à dire à chacun ce qu'il veut entendre et pourtant à ne mentir à personne »**»²³. Cette dernière caractéristique n'est pas sans rappeler celle du chancelier Metternich, brillant diplomate et manipulateur hors pair.

*

3. L'héritage de Kissinger

L'administration Ford-Kissinger va révéler les limites du modèle de l'équilibre dans une société en changement rapide, en proie au séisme de la guerre d'octobre 1973 et de l'utilisation de l'arme pétrolière. Une vingtaine d'années plus tard, la chute du mur de Berlin et la fin du pacte de Varsovie consacrent le renouvellement total de la scène européenne et internationale. Dans ce contexte, comment reconstruire un nouvel ordre international ? Cette interrogation s'est invitée au cœur des réflexions stratégiques et diplomatiques des grandes puissances contemporaines. **C'est en particulier parce que la vision néoconservatrice s'est imposée au sein de la diplomatie américaine que l'héritage politique de Kissinger est à chercher en dehors des Etats-Unis.**

Si les Etats Unis vont tendre au début du 21^{ème} siècle vers une diplomatie missionnaire, la Russie de V. Poutine suit, à l'inverse et non sans succès, les principes de la *Realpolitik* de Kissinger et s'impose aujourd'hui comme un acteur essentiel du nouveau système international.

a. Le néoconservatisme ou l'anti-*Realpolitik*

On mesure l'importance et la singularité de la politique de Kissinger si l'on saisit la pensée de ses opposants au sein de la diplomatie américaine. **La *Realpolitik* apparaît en effet comme l'antithèse de la politique néoconservatrice** qui, refusant tout compromis, toute « détente », cherche à exporter, y compris par la force des armes, une certaine vision du Monde et les valeurs morales qui lui sont associées.

Les positions de la politique étrangère américaine sous Nixon suscitent des réactions au sein de la classe politique américaine. Au premier rang des contempteurs de Kissinger se trouve le sénateur démocrate Henry Jackson²⁴. Dissident de la détente, Jackson est à l'origine du courant néoconservateur qui atteindra son apogée sous la présidence de George Bush Junior. **Les néoconservateurs sont issus d'un « petit groupe d'intellectuels affiliés à la gauche qui, à la fin des années 1960, a rejoint les rangs conservateurs parce qu'il s'est révolté contre le pourrissement des idées progressistes »**²⁵. Ils reprochent à Kissinger de vider de ses objectifs moraux la politique étrangère américaine et prônent une paix construite autour

²³ *op. cit.*, page 335

²⁴ Pour l'analyse des rapports entre Kissinger et le groupe Jackson, voir *Diplomatie* pages 677 à 688

²⁵ D'après Norman Podhoretz, fondateur de la revue *Commentary*

d'un consensus moral qui s'appuie sur la puissance militaire des Etats démocratiques au sein desquels les Etats-Unis, compte tenu de leur avance technologique immense acquise en particulier dans le domaine nucléaire, doivent jouer un rôle de premier plan. Ne craignant pas l'unipolarité, les néoconservateurs cherchent à rompre les consensus « keynésiens » et diplomatiques au travers d'un « wilsonisme botté » c'est-à-dire une politique étrangère qui cherche à imposer des valeurs au travers d'un idéalisme armé, sans considération des rapports de force.

Disons-le d'emblée : il ne s'agit pas pour nous de condamner unilatéralement la politique étrangère néoconservatrice. Cette dernière a remporté de grands succès dans la dernière phase de la guerre froide, notamment sous R. Reagan, mais a aussi rencontré des limites évidentes sous le mandat de G. Bush fils.

Le système politique néoconservateur se met en place progressivement aux Etats-Unis à partir du 03 novembre 1975, date du massacre d'Halloween²⁶. Ce système politique, dont les idées sont par ailleurs largement relayées dans la presse - *The New Republic*, *Commentary* - va influencer les relations diplomatiques et la gestion des crises modernes. Le projet de « guerre des étoiles » (IDS) développé sous l'ère Reagan, concrétise les théories du néoconservateur A. Wohlstetter selon lesquelles les Etats-Unis peuvent déclencher une frappe nucléaire en premier, à condition d'être à l'abri d'un bouclier anti-missiles. **En 1983, est fondée la structure bipartisane du *National Endowment Democracy* (NED), d'obéissance néoconservatrice, dont l'objectif est d'encourager la démocratie et le développement économique et social de sociétés américanomorphes à travers le Monde, quels que soient les moyens utilisés.** En 1993, le milliardaire américain George Soros crée le réseau de fondations *Open Society Foundations* (OSF) dont les objectifs sont de promouvoir la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et des réformes économiques, sociales et légales. C'est notamment OSF qui va soutenir les tentatives de révolutions « libérales » dans plusieurs pays sous influence : révolte des serbes contre Milosevic (2000), révolution verte en Iran (2009), printemps arabes (2010), et révolutions « Orange » en Ukraine (2004, 2014).

Mais l'influence néoconservatrice atteint véritablement son apogée sous la présidence de G.W Bush : « les Etats unis piétinent les concepts classiques du droit international, ceux autour desquels s'ordonne le réalisme diplomatique. Précédée par le renversement du régime des Talibans en Afghanistan, l'action de la coalition anglo-américaine contre l'Irak de Saddam Hussein, déclenchée sans mandat de l'ONU, confirme **l'inscription dans les relations internationales de l'Après-guerre froide de la notion très incertaine de « souveraineté conditionnelle » : les Etats restent en principe souverains... mais la souveraineté d'un Etat s'évanouit si ses dirigeants ne respectent pas la démocratie, ou détiennent des armes de destruction massive, ou sont en liaison avec des réseaux terroristes.** »²⁷

C'est pourquoi, la politique néoconservatrice et la doctrine de la souveraineté conditionnelle, qui fonde le droit d'ingérence et donc le principe d'interventionnisme américain, peuvent apparaître comme le reflet très subjectif d'un messianisme américain ou libéral-occidental, et

²⁶ Un « massacre » administratif puisque l'entourage de Ford reprend la maison blanche et le cabinet au détriment des équipiers de Nixon qui avaient été maintenus. Donald Rumsfeld, secrétaire général à la présidence, est nommé à la tête du pentagone et Dick Cheney lui succède au secrétariat général ; Alexander Haig assure déjà le commandement suprême atlantique ; George Bush prend la direction de la CIA et devient le coordonnateur des différentes agences du renseignement.

²⁷ *op. cit.*, page 429

peut générer des contradictions dans son application concrète. Kissinger, quant à lui, refuse toute prétention morale selon laquelle une seule puissance pourrait modeler à sa guise l'ordre du monde ; c'est d'ailleurs au nom d'une position très proche de celle-ci que V. Poutine décide en 2003 de s'opposer à la décision américaine de G. Bush fils (et de son entourage néoconservateur) d'intervenir en Irak.

b. Des Etats-Unis de Kissinger à la Russie de V. Poutine

Même en tenant compte du caractère assez réaliste de la politique américaine actuelle de B. Obama (voir annexe I), c'est au sein de la puissance russe que se trouve l'héritage de Kissinger (voir annexe II). A l'instar de ce dernier, le conservateur Poutine défend un monde multipolaire dans lequel la Russie aurait une place de premier choix pour préserver l'ordre du monde.

Notre travail de recherche ne vise certes pas à faire l'apologie du régime russe actuel²⁸... mais permet de soutenir que pour Poutine, la tentation américaine de modeler un monde « à l'image de » ne peut conduire qu'au chaos car les valeurs occidentales ne peuvent être tenues pour les seules légitimes. Lorsque Poutine déclare en 2003 « à ses homologues américain et britannique qu'il « doute sérieusement » de la nécessité d'une intervention en Irak [...] [il prouve que] la Russie, avant de constituer ses alliances, évalue avec prudence ses propres intérêts à moyen et long terme. »²⁹. En effet, « l'ADN » politique de ce dernier est teinté de méfiance envers les politiques américaines d'inspiration néoconservatrice. **Que ce soit en s'opposant en 2003 à l'intervention américaine en Irak ou en décidant d'intervenir militairement en Syrie en 2015, Poutine montre qu'il rejoint intellectuellement Kissinger lorsque ce dernier met en garde « contre les variations d'humeur extrêmes de la politique étrangère américaine, « superpuissance ambivalente », oscillant entre les élans messianiques et le retranchement isolationniste »³⁰.**

Car dans les années 1990, la Russie, s'est sentie trahie par les américains. Tout d'abord parce qu'une « **bévue stratégique épique a été commise, selon les mots de George Kennan, le grand théoricien de la guerre froide, à l'encontre de la Russie, héritière « privilégiée » de l'ancienne URSS, avec 75% du territoire, 51% de la population, 76% des entreprises de production, 90% de l'extraction pétrolière.** Son rôle dans l'ancienne Union demeure essentiel : la zone rouble continue d'exister, les liens économiques sont encore très forts, le russe est une langue commune, l'armée russe est présente dans les nombreux conflits qui embrasent l'espace post soviétique »³¹. Pire, « à la chute de l'URSS, les Russes auraient reçu des Américains l'assurance verbale qu'ils ne s'étendraient pas sur les anciennes terres soviétiques. Or, en 1999, c'est la double punition : l'OTAN s'étend sur trois pays : la Hongrie, la République tchèque et la Pologne. Au même moment, elle frappe en Serbie et l'oblige par la force à donner son indépendance à l'une de ses provinces, le Kosovo. Or la Serbie est le grand allié de la Russie dans les Balkans. Les images des bombardements de

²⁸ Pour une analyse critique et intéressante, voir *la Russie sous Poutine* de Jean Jacques Marie, Editions Payot, 2016

²⁹ <http://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0091-france-allemande-russie-retour-sur-une-alliance-atypique>

³⁰ Article cité

³¹ *op. cit.*, page 453

Belgrade ont traumatisé l'opinion russe. La Russie s'est sentie menacée. Résultats : en mars 2000, Poutine remporte haut la main l'élection présidentielle. »³²

Depuis, Poutine recherche, aussi bien par la négociation que par l'emploi de la force, la préservation des intérêts russes ainsi que le respect de ses zones d'influence. Lors de sa rencontre avec G. Bush fils en juin 2001 en Slovénie, Poutine suggère « une relation spéciale » avec Washington : la reconnaissance du leadership mondial des Etats Unis en échange d'un statut d'allié, avec un droit de regard privilégié sur l'ancien Empire soviétique. Cette relation spéciale est d'autant plus recherchée par la Russie après les attentats du 11 septembre car « à ce moment Poutine pense qu'il pourra tirer profit de son soutien à la campagne occidentale contre le terrorisme »³³. Mais cette relation échoue car « une série de faux procès sont ouverts, à intervalles réguliers, contre la nouvelle diplomatie russe. Moscou mettrait en œuvre une nouvelle doctrine Brejnev, résurrection de la souveraineté limitée de sinistre mémoire ? L'allusion est hors de propos [...] la Russie ne poursuit aucune ambition idéologique [...] Quant aux réquisitoires dénonçant un nouvel impérialisme russe, Hélène Carrère d'Encausse avait répondu par avance que « l'opinion russe se reconnaît dans une Russie forte et respectée, mais ne rêve ni d'empire, ni de puissance démesurée »³⁴. C'est ce qui transparait dans le discours prononcé le 18 mars 2014 dans lequel Poutine s'engage à protéger, à n'importe quel prix, les « Russophones », les Russes ethniques qui vivent à l'extérieur de la Russie, sur les terres de l'ancienne Union Soviétique. Poutine rappelle aussi la doctrine du périmètre de sécurité de la Russie définie en 2008 qui « affirme que si les intérêts vitaux de la Russie sont menacés, le pays doit employer tous les moyens pour les défendre. Il s'agit de la Biélorussie, de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de l'Arctique, de la côte Pacifique »³⁵.

Ainsi, au-delà de l'affirmation du caractère westphalien de la Russie, Poutine veut avant tout souligner le caractère multipolaire du monde actuel, en opposition avec les prétentions néoconservatrices d'unipolarité. Dans ce nouveau monde, Poutine souhaite s'affirmer comme le nouveau garant de l'ordre politique international comme en témoigne son action politique et militaire en Ukraine et en Syrie qui le rapproche indéniablement de Kissinger.

c. Politique russe en Ukraine et en Syrie

L'action russe en Ukraine et en Syrie prouve que Poutine est l'héritier de Kissinger en matière de *Realpolitik* : elle concourt à préserver l'équilibre des puissances et renforce la position de la Russie sur la scène internationale.

La crise ukrainienne (voir annexe III) s'inscrit dans la doctrine russe du périmètre de sécurité : il s'agit avant tout pour la Russie de faire respecter sa zone d'influence et préserver ses intérêts en particulier en évitant l'implantation de systèmes militaires de l'OTAN à ses frontières. Suite au début de guerre civile constaté en Ukraine en 2014, Poutine réagit en prenant la Crimée par un coup de force politique et militaire et s'accapare une partie des

³² *Vérités et mensonges sur la puissance russe* – Pascal Marchand – Le Point – 03/12/2015

³³ *Putin's Policy of Realpolitik* – Jeffrey Tayler – The Atlantic Monthly – December 2001 ; “In pledging support to the West's fight against terrorism, the Russian leader is advancing the national interest of his country – and hedging his bets”

³⁴ *op. cit.*, page 456

³⁵ Article cité

ressources économiques de la région du Donbass. Mais l'intervention russe en Ukraine donne surtout la possibilité à Poutine de jouer un nouveau rôle diplomatique central dans les relations Est-Ouest. Face à la menace occidentale représentée par l'OTAN, la Russie peut jouer la carte du rapprochement avec la Chine ; parallèlement, la Russie conserve des relations avec l'Europe occidentale, consciente qu'elle ne peut totalement se désolidariser de l'Ouest au risque de devenir le « brillant » second d'une puissance chinoise en pleine expansion... C'est ce qui explique le succès partiel de la politique de désescalade de Poutine au travers des accords dits de Minsk 2 (février 2015). D'un côté, ils permettent de retarder les élections d'origine « indépendantistes » dans les zones occupées, de garantir le retrait immédiat du matériel de guerre lourd et enfin d'éviter un blocus alimentaire contre l'Est de l'Ukraine et la Crimée. De l'autre, ils permettent de gagner du temps dans la construction d'une véritable alliance de revers avec les chinois dont l'OCS, créée en 1996, en constitue un exemple. Ce jeu triangulaire construit par la Russie n'est pas sans rappeler la *balance of power* utilisé 40 ans auparavant par Kissinger avec la Chine et la Russie.

La crise syrienne et la lutte contre le terrorisme islamiste permettent également à Poutine de disposer de nouveaux leviers d'influence aux Proches et Moyens Orient. Lorsque Poutine décide d'intervenir en Syrie en juillet 2015, il souhaite avant tout protéger ses points d'accès aux mers chaudes : la base de Tartous est présente dans le réduit alaouite de Lattaquié et les russes sont très présents sur Chypre. Mais en soutenant militairement le régime chiite alaouite de B. Assad, la Russie opère également un rapprochement avec l'Iran, qui constitue désormais à l'évidence « une force de stabilité dans la région du Golfe »³⁶. Pourtant, avec ses 20 millions de citoyens russes musulmans sunnites, la Russie ne peut conclure d'alliance définitive avec le monde chiite d'où sa coopération avec l'Egypte - en août 2015, V. Poutine et M. Al Sissi se sont rencontrés en Russie pour étudier la possibilité de mettre en place des points d'appui russes en Egypte -, avec l'Arabie Saoudite - depuis juillet 2015, 10 Mds de dollars ont été investis par l'Arabie Saoudite dans l'économie russe -, et avec Israël. De fait : « la liberté d'action au Proche-Orient est aujourd'hui passée du côté de la Russie et de l'Iran [...] Moscou avait déjà changé la donne en 2013 en offrant à tous les protagonistes une porte de sortie grâce à la neutralisation de l'arsenal chimique syrien. A présent, M. Poutine roque une nouvelle fois sur l'échiquier syrien, en présentant dans un premier temps le plan d'une nouvelle coalition antiterroriste devant l'Organisation des Nations unies (ONU) le 28 septembre 2015, puis en intervenant militairement — à la demande du gouvernement syrien — à travers des bombardements qui, conformément à sa lecture du conflit, visent aussi bien, dit-il, les positions de l'OEI [Organisation de l'Etat Islamique] que celles de l'Armée de la conquête, coordination soutenue par l'Arabie saoudite, la Turquie et le Qatar et regroupant principalement les salafistes d'Ahrar Al-Cham et le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaida. »³⁷ Enfin l'annonce récente par le Kremlin du retrait de la plupart des forces russe de Syrie³⁸ semble souligner chez Poutine un certain sens des limites : l'action russe ayant atteint ses principaux objectifs dont le désenclavement des territoires du régime d'Assad, Poutine laisse à ce dernier le soin de poursuivre l'offensive contre le terrorisme islamiste.

³⁶ *Basculement stratégique au Proche-Orient* – Olivier Zajek – Le Monde diplomatique, pages 1,6 et 7 – Novembre 2015

³⁷ Id.

³⁸ <http://www.lefigaro.fr/international/2016/03/14/01003-20160314ARTFIG00372-syrie-poutine-annonce-le-debut-du-retrait-des-forces-russes.php>

L'action de Poutine en Ukraine et en Syrie aurait pu être imaginée par Kissinger. A l'inverse d'une politique idéaliste qui veut imposer le Bien absolu mais prend le risque d'aboutir au chaos, comme en Irak en 2003, la politique actuelle russe cherche à atteindre, par la force s'il le faut, des objectifs concrets et limités qui permettent d'atteindre un Bien, certes relatif, mais crédible.

d. **Poutine, Realpolitiker des temps modernes**

« Paradoxe de l'actuel système international ! Pendant toute la guerre froide, les Etats unis et leurs alliés atlantiques se comportaient en gardiens de l'ordre international, face à ces puissances déstabilisatrices qu'étaient l'Union Soviétique, la Chine et certains des relais communistes régionaux, tels Cuba ou le Vietnam ; aujourd'hui, les puissances « établies » sont naturellement déstabilisatrices, diplomatie compassionnelle et utopie des droits de l'homme au poing. »³⁹

Bien que Kissinger soit américain, le président russe Poutine apparaît comme son véritable héritier, un *Realpolitiker* des temps modernes (voir annexe IV). Ce dernier s'inspire des principes classiques de la *Realpolitik* : analyse « froide » des rapports de force, défense des intérêts nationaux et recherche constante de l'équilibre des puissances. En outre, les deux hommes entretiennent de très bonnes relations (voir annexe V). **Mais surtout, à l'inverse des idéalistes néoconservateurs, Poutine voit le monde tel qu'il est : un monde multipolaire dans lequel la Russie a un rôle à jouer. Partant, il réussit à construire une grande politique dont l'objet est de renforcer la puissance russe ; à l'instar des politiques de De Gaulle et du couple Nixon-Kissinger, elle permet de repositionner la Russie au centre de l'échiquier mondial grâce à une action diplomatique et militaire globale, en Ukraine (axe Est-Ouest) et en Syrie (axe Nord-Sud).**

Conclusion générale

La *Realpolitik* est de retour. L'optimisme triomphal du Monde à la fin de la guerre froide, qui atteint un pic avec la capture de Saddam Hussein en 2003, semble aujourd'hui révolu. Si la *Realpolitik* remonte au 19^{ème} siècle, elle est mise en œuvre de façon particulièrement innovante et efficace par Kissinger. Dans un contexte international difficile et en pleine mutation, il contribue, sur la période 1969-1973 et conformément au mandat de Nixon, à renforcer la puissance américaine tout en préservant l'environnement politique et social des Etats-Unis.

Le réalisme en politique n'apparaît cependant pas exempt de défauts...

On pourrait tout d'abord reprocher à la *Realpolitik* son manque de vision universelle voire son caractère immoral. Ce dernier point est largement assumé par Kissinger qui reconnaît lui-même que ce type de politique favorise « un certain cynisme et ne fait guère place à la morale – aux philosophes de se chamailler sur ce point »⁴⁰. Mais la question du sens à donner au nouveau système international demeure et constituerait une première limite à la *Realpolitik*,

³⁹ *op. cit.*, page 460

⁴⁰ *op. cit.*, page 47

d'autant plus si on considère comme Hegel que « rien de grand ne s'est accompli sans passion »⁴¹. A ce titre, la volonté d'imposer une certaine vision du monde occidental est une passion qui a permis aux Etats-Unis de venir à bout de l'Union soviétique dans les années 1980 et de mettre un terme à la guerre froide, le dernier grand conflit idéologique.

La *Realpolitik* serait également une discipline exigeante et risquée. Exigeante car la construction de la centralité dans le système international et la recherche permanente de l'équilibre nécessitent une action diplomatique vigoureuse et cohérente dans le temps - très bien illustrée par les marathons diplomatiques, aussi bien secrets qu'officiels, de Kissinger au moment du rapprochement avec la Chine de Mao – ainsi qu'une puissance militaire crédible permettant de jouer efficacement le rapport de forces. Mais elle serait aussi une discipline risquée comme l'illustre l'action russe en Ukraine et en Syrie : si la méthode Poutine devait échouer dans ces pays, alors les faiblesses structurelles de la Russie - faible PIB, démographie déclinante, économie fortement impactée par les sanctions internationales - seraient révélées, remettant en question la puissance russe sur la scène internationale. On pourrait d'ailleurs se demander si le retrait russe de Syrie ne constitue pas déjà un exemple de minimisation de ce risque...

Enfin, on pourrait douter de la pertinence de la *Realpolitik* dans le monde moderne. Tout d'abord parce qu'elle constituerait une recette du passé⁴² mais aussi et surtout parce que la *Realpolitik* plongerait ses racines dans un système socioculturel profondément européen et occidental qui n'est pas comparable à celui des grandes puissances en devenir comme la Chine et l'Inde.

Nous pensons que c'est justement la « souplesse d'emploi » de la *Realpolitik* qui permet de répondre point à point à ces objections :

- La *Realpolitik* ne prétend pas transformer le monde mais cherche au contraire à le préserver : mieux vaut pour elle l'imperfection du monde que le risque du chaos qui est moralement indéfendable ;
- Le fait de ne pouvoir être un *Realpolitiker* conséquent n'invalide pas la *Realpolitik* en tant que telle mais invalide plutôt les prétentions intenable, en particulier de ceux qui s'y livrent sans en avoir les moyens ;
- Enfin le langage du réalisme reste universel puisque chacun comprend ce qu'est un fait, un intérêt supérieur, un rapport de force quel que soit l'univers culturel dont il est issue. Par analogie, « L'art de la guerre » n'est-il pas une des réflexions les mieux partagées quel que le soit le contexte socio-culturel ?

Ce travail de mini-mémoire sur Kissinger nous aura également permis d'appréhender ce qu'est une « vraie » *Realpolitik*, qui diffère de l'application stricte du concept de *raison d'État*. **La *Realpolitik* s'appuie sur une vision du Monde tel qu'il est et non pas tel qu'il devrait être ; ainsi s'affranchit-elle de tout jugement moral dans l'analyse des questions internationales. Ensuite, partant d'une position centrale, au sens propre comme au sens figuré, et dans une logique de préservation des intérêts nationaux, la *Realpolitik* cherche une position « westphalienne » d'équilibre des puissances grâce à un jeu subtil de**

⁴¹ Extrait de *La Raison dans l'Histoire*

⁴² Comme le rappelle Confucius : « l'expérience est une lanterne que l'on porte sur le dos et qui n'éclaire jamais que le chemin parcouru. »

négociations et d'alliances qui ne s'interdit pas d'employer la force si nécessaire : Richelieu, Metternich, Bismarck, le Général de Gaulle et bien sûr Kissinger en sont les meilleurs promoteurs.

C'est pourquoi, conformément à cette nouvelle définition, on peut dire que Poutine est le digne héritier des *Realpolitiker* du 20^{ème} siècle. Traditionnellement méfiant à l'égard des positions géopolitiques américaines d'inspiration néoconservatrice, le président russe, réaliste et conservateur, prône la défense de ses intérêts nationaux avec un certain sens des limites, pour préserver l'ordre du monde. Mais c'est surtout la vision du système international de Poutine qui le rapproche clairement de l'éminence grise de Nixon, en particulier au travers des exemples de gestion des crises ukrainienne et syrienne qui ne sont pas sans rappeler les succès obtenus naguère par De Gaulle et Kissinger lui-même.

En définitive, si fondamentalement la *Realpolitik* ne peut constituer une fin en soi puisqu'elle ne cherche qu'un Bien relatif, elle offre en revanche l'avantage d'appréhender le Monde et l'Histoire dans leurs dimensions irréductiblement conflictuelles, parfois tragiques. Partant, elle évite de déstabiliser le système international un peu plus.

La *Realpolitik* se révèle ainsi comme une pensée fondamentale, particulièrement dans un Monde multipolaire, complexe, interconnecté, où se côtoient des acteurs étatiques, non étatiques, nationaux, transnationaux : quinze ans après la chute de l'URSS, la Russie de Poutine est redevenue une puissance majeure du système international.

Annexe I

La politique étrangère de B. Obama et l'influence de Z. Bzrezinski

L'arrivée au pouvoir de B. Obama marque le retour d'une certaine forme de réalisme dans la politique étrangère américaine. Celui-ci déclare d'ailleurs qu'« il faut avoir du sang froid quand il s'agit de s'intéresser aux intérêts supérieurs de la Nation »⁴³. Mais cela suffit-il à faire de B. Obama un *Realpolitiker* au sens « kissingérien » ?

En première approche, il semble que « B. Obama [...] cherche avant tout à faire respecter la retenue diplomatique globale dont il s'était fait l'avocat dès son entrée en fonctions, après l'apocalyptique principat de M. George W. Bush. L'accord du 1er juillet 2015 avec Cuba, celui du 14 juillet sur le nucléaire iranien, la relative prudence observée en Ukraine malgré l'animosité personnelle qui l'oppose à M. Poutine, malgré surtout le déchaînement hystérique de ses opposants paléo-reaganiens, sont les marqueurs d'une ligne relativement maîtrisée. »⁴⁴ Positionnement politique qui se vérifie à l'occasion de la guerre en Libye lorsque M. Robert Gates juge devant le Congrès que : « La dernière chose dont [l'Amérique] a besoin c'est d'un nouvel exercice de nation building »⁴⁵, ce qui clôt symboliquement l'ère des ingérences américaines. **Mais à y regarder de plus près, on constate que la politique étrangère américaine est influencée par la doctrine de Z. Bzrezinski.** L'éminence grise de B. Obama⁴⁶, ancien conseiller à la sécurité du président J. Carter de 1977 à 1981, est un réaliste qui, comme Kissinger s'oppose aux visions néoconservatrices. Mais leurs politiques sont très différentes voire totalement opposées. **Bzrezinski est à l'origine de la politique de containment du « Heartland » décrite dans *Le grand échiquier* :** « L'Eurasie demeure, en conséquence, l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale [...] si l'espace central rompt avec l'Ouest et constitue une entité dynamique, capable d'initiatives propres ; si dès lors il assure son contrôle sur le Sud ou forme une alliance avec le principal acteur oriental, alors la position américaine en Eurasie sera terriblement affaiblie. A l'Est, l'union des deux principaux acteurs aurait des conséquences similaires. Enfin, sur la périphérie occidentale, l'éviction des Etats-Unis par ses partenaires signerait la fin de la participation américaine au jeu d'échecs eurasiatique ». Ainsi, pour le couple Obama - Bzrezinski, il s'agit de rechercher une alliance avec les pays du sud-est asiatique pour contrôler la Chine, d'opérer un lent rapprochement avec l'Iran pour influencer sur l'Asie centrale et de faire sortir l'Ukraine de la zone d'influence russe.

Les politiques de Kissinger et Bzrezinski sont très différentes. Kissinger défend une voix européenne, la *Realpolitik* basée sur la puissance, le compromis, le respect des sphères d'influence. Bzrezinski défend une vision géopolitique très « anglo-saxonne » fondée sur l'opposition Terre – Mer (affaiblir les puissances terrestres en les encerclant) qui remonte aux pionniers que sont H. McKinder, A. Mahan, N. Spykman ou G. Kennan. C'est pourquoi B. Obama, en véritable disciple de Z. Brzezinski, n'est pas favorable à l'heure actuelle à un rapprochement entre la Russie et l'Europe...

⁴³ *The real origins of Realpolitik* – John Bew - The National Interest – Mars/Avril 2014

⁴⁴ *Basculement stratégique au Proche-Orient* – Olivier Zajek – Le Monde diplomatique, pages 1,6 et 7 – Novembre 2015

⁴⁵ *id.*

⁴⁶ B. Obama a été l'élève de Z. Bzrezinski à l'université. Ils sont depuis très proches.

Annexe II

Pourquoi l'héritage de Kissinger est à chercher en Russie ?

L'héritage de la *Realpolitik* de Kissinger se trouve en Russie car elle apparaît comme l'une des rares grandes puissances dont la politique étrangère est dénuée d'intérêts idéologiques et capable de jouer le jeu des rapports de force et de l'équilibre. En effet :

- L'action politique globale de la Chine s'inscrit dans le cadre de l'idéologie communiste. En matière de politique étrangère, elle souffre d'un ressentiment historique envers les pays du Sud-Est asiatique qu'elle considère comme des puissances vassales. C'est pourquoi elle a opté pour une attitude agressive dans sa zone d'influence - comme l'illustre le déploiement récent d'équipements militaires dans les îles *Paracells* - et rompt de fait les équilibres qui prévalaient jusqu'alors ;
- Depuis 1945, le Japon n'a pas vraiment d'indépendance diplomatique et reste très proche de la politique étrangère américaine ;
- L'Inde, puissance certes relativement neutre avec la plupart des grandes puissances mondiales, reste focalisée sur son opposition au Pakistan (conflit confessionnel entre l'islam et l'hindouisme, incidents au Cachemire,...). Les tensions entre ces deux puissances nucléaires sont d'ailleurs fréquentes⁴⁷ ;
- L'Iran est une puissance théocratique qui oriente son action autour du « croissant » chiite (elle soutient le régime de B. Assad ainsi que les rebelles houtis au Yémen et surveille l'évolution politique en Afghanistan) ;
- La Turquie cherche à restaurer l'aura de l'empire ottoman⁴⁸ grâce à une diplomatie complexe qui s'intéresse à l'Europe, aux mondes musulmans et turcophones. Puissance sunnite (proche des frères musulmans), en guerre contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), elle semble durablement décrédibilisée pour avoir longtemps joué l'organisation de l'Etat islamique contre les Kurdes ;
- Israël est une puissance entièrement tournée vers son engagement idéologique : la préservation et l'élargissement de l'Etat juif. C'est pourquoi les israéliens ne sont pas ouverts aux concessions, en particulier en ce qui concerne les territoires occupés (la partie annexée du plateau syrien du Golan « restera pour toujours dans les mains d'Israël » a déclaré le premier ministre israélien le 17 avril 2016) ;
- L'Europe n'applique de politique étrangère en propre et reste globalement proche de la politique étrangère américaine (en particulier l'Allemagne et la Grande-Bretagne). On se souvient du bon mot de Kissinger en 1971 : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? » ;
- Après avoir longtemps été gaulliste (intervention de D. Villepin au conseil des Nations-Unies contre l'intervention américaine en Irak en 2003), la diplomatie française a depuis 2007 en partie changé d'orientation pour faire bon accueil à la vision néo-conservatrice américaine.

⁴⁷ La dernière alerte nucléaire mondiale concerne l'Inde et le Pakistan (2001).

⁴⁸ Voir l'ouvrage de A. Davutoglu « la profondeur stratégique » (2001)

Annexe III

De la crise Ukrainienne

Pour comprendre les fondements de la crise ukrainienne, il faut s'intéresser au ressentiment historique de l'Ukraine envers la Russie. Si pour les russes Kiev est le berceau de la Russie, les ukrainiens ont, quant à eux, souffert au cours de leur histoire commune. La guerre civile qui suit la révolution d'Octobre de 1917 et précède la formation de l'URSS cristallise la méfiance du nouveau régime de Moscou à l'égard des ukrainiens. Il faut en effet trois ans pour que l'Ukraine soit « pacifiée » par les bolchéviks (défaite des russes blancs – républicains ou monarchistes – assistés des puissances occidentales). Pour Trotski, fondateur de l'Armée rouge et auteur de la Terreur rouge en Ukraine, les ukrainiens ne sont pas fiables.

Lorsque Staline prend les rênes de l'URSS en 1924, il décide de centraliser tous les pouvoirs à Moscou et souhaite accorder un minimum d'indépendance à l'ensemble de la fédération. Implicitement, il considère que les nationalités diverses (ukrainiennes, tatars,...) doivent accepter l'hégémonie russe. Ainsi, le nationaliste ukrainien Petlioura fuit l'Ukraine et sera assassiné à Paris en 1926 par le KGB. De 1931 à 1934, Staline organise la « dékoulakisation » en Ukraine ce qui provoque une famine généralisée, l'Holodomor, et ses quelques 3 à 4 millions de morts. En 1941, Kiev et Minsk sont abandonnés par les russes pour créer une zone tampon face à l'avancée nazi. En 1957, le nationaliste ukrainien Bandera est assassiné. Pourtant, en 1954, N. Kroutchev cède la Crimée à l'Ukraine et le 05 décembre 1994, la Russie, l'Angleterre et les Etats-Unis signent le mémorandum de Budapest qui assure l'indépendance de l'Ukraine et la reconnaissance de ses frontières en échange de la destruction de ses stocks d'armements nucléaires (indépendance non reconnue par les Russes).

La première révolution Orange en 2004 consacre l'échec de I. Timochenko et remet au pouvoir un gouvernement pro-russe. En 2013-2014, Ianoukovitch souhaite mettre fin aux accords de libre-échange avec l'Union Européenne en échange d'un financement russe. Cette position provoque des manifestations populaires contre le gouvernement qui sont réprimées dans le sang, c'est le début de la crise ukrainienne dite « Euro Mайдан ». Porochenko, proche du milieu politique européen, devient alors président de l'Ukraine et la ligne politique adoptée devient unilatéralement anti russe. C'est à partir de ce moment que Poutine décide de réagir en mettant tout d'abord la main sur la Crimée par un coup de force politique et militaire. La possession de la Crimée lui permet de conserver la base de Sébastopol et donc de contrôler la Mer Noire. Poutine attaque en parallèle la région du Donbass, riche en ressources. Ces deux actions ruinent l'unité ukrainienne en créant une scission Ouest-Est. Deux grands accords vont être signés en Biélorussie pour tenter de résoudre cette crise. Tout d'abord les accords dits de Minsk 1 (2014) qui s'avèrent rapidement être un échec. En revanche, les accords dits de Minsk 2 (février 2015) constituent un succès partiel pour l'ensemble de la communauté internationale. Ceci est dû à la *Realpolitik* menée par Poutine qui cherche une désescalade (ou détente ?) avec les grandes puissances occidentales. Celle-ci offre en effet plusieurs avantages : elle permet à Poutine d'avoir un levier d'action supplémentaire facilitant l'action russe en

Syrie et permettant de gagner du temps dans la construction d'une véritable alliance de revers avec les Chinois⁴⁹.

⁴⁹ Sur ce dernier point les progrès sont réels : l'OCS est créée en 1996, Jian Zemin effectue une visite en 2002 en Russie, une coopération concrète sino-russe existe actuellement (fourniture de technologies informatique et militaire en particulier dans le domaine de l'aviation, des ressources naturelles comme le bois...).

Annexe IV

Sur la formule : « la fin de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique de tous les temps ».

Cette formule a fait scandale en Occident. Elle est en fait sortie de son contexte et la traduction du russe est fautive. La phrase a été prononcée en avril 2005 lors du discours de Poutine à l'assemblée fédérale de la fédération de Russie. Elle signifie que l'effondrement de l'Union soviétique a été un désastre politique majeur du siècle dernier (ce qui est naturellement vrai du point de vue soviétique) et pour la nation russe, un authentique drame. Poutine insiste sur les effets de cet effondrement : la hausse de la pauvreté, la mise sous tutelle du pays par les oligarques, l'implosion des institutions, la dissémination des russes sur des territoires qui leur étaient étrangers (ex. des pays baltes)... Mais la fin de la dictature communiste n'est pas remise en question, le développement de la Russie en tant qu'Etat libre et démocratique est le principal objectif politique et idéologique du nouveau régime.

Pour Poutine il s'agit alors de réparer une partie de ce désastre en restaurant la sphère d'influence russe – par la géopolitique des matières premières. Selon les positions des gouvernements des ex-républiques soviétiques, favorables ou défavorables aux russes, ceux-ci se réservent le droit de faire monter ou descendre le prix du gaz et du pétrole qu'ils leur livrent. Le but est bien sûr de maintenir une dépendance de ces ex-républiques à la Russie (pour une analyse plus précise dans le cas de l'Ukraine voir *la Russie sous Poutine* de Jean Jacques Marie pages 135 à 150). Mais surtout, l'objectif est de proposer à ces républiques une offre alternative à celle des occidentaux : en montrant que rallier le camp occidental n'est peut-être pas si profondément dans leur intérêt...

Annexe V

Proximité de Poutine et Kissinger

Poutine et Kissinger entretiennent des relations jugées amicales depuis plusieurs années. Plus de dix tête-à-tête politiques ont été recensés par les médias (dont certains relatifs à la crise en Syrie).



Photo : 21 juin 2012, l'ancien « ministre des Affaires étrangères » des Etats-Unis, Henry Kissinger, rencontre le président Vladimir Poutine à l'occasion du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (aussi appelé « Le Davos de la Russie »).

Références bibliographiques

- MARIE J-J., *La Russie sous Poutine*, Editions Payot, 2016, 336 pages
- KISSINGER H., *L'ordre du monde*, Fayard, 2016, 400 pages
- ZORGBIBE C., *Kissinger*, éditions de Fallois, 2015, 511 pages
- BZREZINSKI Z., *Le grand échiquier*, Bayard Editions, 1997, 273 pages
- KISSINGER H., *Sur le chemin de la paix*, Denoël, 1972, 411 pages
- KISSINGER H., *Diplomatie*, Fayard, 1996, 864 pages
- KISSINGER H., *A la maison blanche*, Fayard, 1979, 740 pages
- KISSINGER H., *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, Harper and Row, 1957.
- JAFFRE Y., *Wladimir Bonaparte Poutine*, Perspectives Libres, 2014, 460 pages
- LARUELLE M., *De l'eurasisme au néo-eurasisme : à la recherche du troisième continent*, in H. Coutau-Begarie, and M. Motte, eds, *Approches de la géopolitique de l'Antiquité au xxi^e siècle* (Paris: Economica, 2013), pages 641-682

Mémoire de recherche

Mémoire de recherche de M. Elio Berte-Langereau (Sous la direction de M. Bertrand Vayssiere) : *L'homme d'État selon Henry Kissinger : du Congrès de Vienne à la Maison Blanche*

IEP Toulouse (2010-2011)

Articles de presse

- Vérités et mensonges sur la puissance russe* – Pascal Marchand – Le Point – 03/12/2015
- Le retour de la Realpolitik* – Jacques-Hubert-Rodier – Les Echos – 13/11/2015
- Basculement stratégique au Proche-Orient* – Olivier Zajek – Le Monde diplomatique, pages 1,6 et 7 – Novembre 2015
- A path out of the Middle East collapsus* – Henry Kissinger – Wall Street Journal – 17/10/2015
- Le réalisme libéral de Henry Kissinger* – Benjamin Haddad – Le Monde – 24/10/2014
- Hillary Clinton reviews Henry Kissinger's 'World Order'* – Hillary Clinton – The Washington Post – 04/09/2014
- The real origins of Realpolitik* – John Bew - The National Interest – Mars/Avril 2014
- Unlikely Heir: Obama Returns to Kissinger's Realpolitik* - Gregor Peter Schmitz – Der Spiegel – 22/05/2013
- Marlène Laruelle, Le Nouveau Nationalisme russe*, Cécile Vaissié, Cahiers du monde russe [En ligne], 51/4 | 2010
- Vladimir Poutine et les batailles du KGB* – Alexandre Adler – Le Monde – 24/11/2003
- Putin's Policy of Realpolitik* – Jeffrey Tayler – The Atlantic Monthly – December 2001